

## SURPRENANT REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

## Sellal-Ouyahia : la guerre à distance

**A la surprise générale, Abdelaziz Bouteflika a procédé, jeudi matin, au lendemain même de la réunion du Conseil des ministres, à un remaniement partiel du gouvernement, deux mois à peine après le dernier en date. En moins de trois ans, depuis la nomination d'Abdelmalek Sellal à la tête du gouvernement, l'on en est, depuis jeudi, à exactement 49 ministres à avoir «séjourné» à l'exécutif.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Un vrai record en la matière et un signe éclatant de l'instabilité qui frappe le gouvernement. Une instabilité qui caractérise des pays en crise, en règle générale. Il faut dire que la maladie de Bouteflika explique en grande partie cette situation déroutante et qui se répercute négativement sur le travail des secteurs.

Jeudi, ce sont donc trois secteurs ou plutôt quatre, qui ont été concernés par des changements. Un seul nécessitait effectivement urgemment la nomination d'un nouveau ministre : celui de la Jeunesse et des Sports. Ce poste, resté vacant en raison de la longue maladie de son désormais ex-titulaire, Abdelkader Khomri, est confié à Hadi Ould Ali.

L'homme, s'il est nouveau au sein du gouvernement, n'en reste pas moins un militant au parcours plein. Ancien militant du RCD, il a été également président du MCB (Mouvement culturel berbère). Après avoir quitté le RCD, il a été directeur de la culture et directeur de la maison de la culture de Tizi Ouzou depuis 2004.

Depuis 2004 également, il était à chaque fois désigné comme directeur de campagne du candidat

Abdelaziz Bouteflika à Tizi-Ouzou (2004, 2009, 2014). Le deuxième changement opéré était, de toutes les façons, prévu depuis quelques mois déjà, à savoir jumeler les deux secteurs de l'agriculture et de la pêche pour les confier à Sid Ahmed Ferroukhi. Le désormais ex-ministre de ce qui était le ministère de l'Agriculture, Abdelkader Kadi, sera, lui, «renvoyé» à son corps d'origine, celui des walis. Il est nommé wali de Tipasa. En somme, un changement d'ordre strictement technique.

Ce qui est loin, mais alors très loin d'être le cas du troisième changement, le plus important et assurément celui qui a «entraîné» les deux autres. Ce troisième changement a, certes, touché un secteur technique, celui du commerce. Mais il est éminemment politique. «C'est un coup de Sellal contre Amara Benyounès et Ahmed Ouyahia», nous révèle une source très bien informée. C'est Abdelmalek Sellal et non pas Bouteflika qui a demandé et obtenu le départ de Amara Benyounès du gouvernement.

Un départ d'autant plus surprenant que Amara Benyounès y siégeait en tant que président d'un parti, le MPA, classé troisième force politique du pays depuis les der-



Abdelmalek Sellal.



Ahmed Ouyahia.

nières élections législatives et locales de 2012. A ce niveau, déjà, l'on peut déceler la première «torpille» lancée par Sellal à Ahmed Ouyahia. Ce dernier n'avait-il pas lancé une initiative pour la constitution d'un pôle politique englobant son propre parti, le RND, le FLN, le TAJ et le MPA ?

Le doute n'est, par ailleurs, plus permis lorsqu'on évoque le nom de

celui que Sellal a choisi pour remplacer Amara Benyounès : Bakhti Bélaïd. Ancien ministre du Commerce sous Zeroual, Bakhti Bélaïd n'a «refait surface» sur la scène politique qu'à la fin 2012 lorsqu'il était l'un des principaux dirigeants du mouvement de redressement mené à l'intérieur du RND contre... Ahmed Ouyahia ! «C'est cette même guerre à distance entre

Sellal et Ouyahia qui avait été à l'origine de l'incroyable bourde commise lors du dernier remaniement de mai dernier lorsqu'on s'était retrouvé avec deux ministres des Affaires étrangères pendant 24 heures», nous confie encore notre source.

Le limogeage de Amara Benyounès est également inattendu pour plusieurs raisons. Au plan technique, le ministre du Commerce sortant avait réussi une prouesse qu'aucun autre de ses prédécesseurs n'a pu réaliser avant lui : empêcher les traditionnelles flambées des prix pendant le mois de Ramadhan. Et, au plan politique, il était l'un des promoteurs les plus en vue du quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika dont il était l'un des membres du directoire de campagne électorale pour la présidentielle de 2014.

Enfin, l'on ne peut également pas occulter le fait que l'ancien ministre du Commerce représentait tout un courant politique au sein du gouvernement. Comme l'atteste sa guerre incessante au sein même du secteur du commerce contre le terrible lobby islamiste que le MSP y a solidement implanté...

K. A.

## Changements à la tête de la Garde républicaine et la sécurité présidentielle

Abdelaziz Bouteflika a procédé, durant ce week-end, à deux changements à la tête de la Garde républicaine et de la Direction de la sécurité et de la protection présidentielle (DSPP), selon des sources concordantes. C'est ainsi que le général de corps d'armée Benali Benali rem-

place le général Ahmed Moulay comme chef de la Garde républicaine, alors que le général Djamel Medjdoub cède sa place de patron de la Garde présidentielle au général Nacer Habchi, issu du même corps de sécurité.

R. N.

## SELLAL À L'ENTV :

## «Le gouvernement dit la vérité et applique le programme du Président»

**«Le gouvernement dit la vérité. Il applique le programme du Président», déclarait, jeudi dernier, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, répondant tacitement au directeur de cabinet de la présidence de la République. Même s'il concède la poursuite de la baisse des prix du pétrole, Abdelmalek Sellal réfute, cependant, toute politique d'austérité comme il mise sur la rationalisation de la dépense publique et l'encouragement de l'investissement productif.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - «Nous disons la vérité aux Algériens. Le gouvernement dit toujours la vérité», déclarait le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors de l'émission Hiwar Essaâ, diffusée jeudi soir sur la troisième chaîne publique. Une déclaration que l'on peut interpréter comme une réponse tacite au directeur de cabinet à la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, qui a appelé récemment à «dire la vérité» et éviter tout populisme. Cela même si le secrétaire général par intérim du RND a précisé, par la suite, que ses propos ne ciblaient personne.

Toutefois, le Premier ministre assurera aux téléspectateurs que «celui qui veut faire de la politique, il y a des partis politiques (pour cela), des échéances électorales auxquelles il peut concourir». Voire, Abdelmalek Sellal, qui assurera que le gouvernement «applique le programme du président de la République», affirmera que «l'Etat algérien dispose d'institutions légitimes, de l'Etat de droit».

En outre, l'illustre invité de l'ENTV considère que l'Algérie est «ciblée» même si le gouvernement a toute «maîtrise» dans le domaine sécuritaire et autre. Invitant à ce que «le front interne soit fort», Abdelmalek Sellal appellera ainsi à éviter tout «pessimisme», à encourager «la confiance» et éviter «la défiance».

De la nécessité donc d'être optimiste, le Premier ministre en semblait convaincu lors de sa prestation télévisuelle. Certes, Abdelmalek Sellal reconnaît la réduction sensible des revenus du pays, de près de 50%, durant le premier semestre 2015, en raison de la chute des cours du pétrole.

Des prix qui resteront faibles durant les prochains mois et même en 2016, fluctuant autour des 60 dollars le baril, n'écartera-t-il pas. Pourtant, le Premier ministre considère que les décisions du président de la République concernant notamment le remboursement anticipé de la dette, le niveau élevé des réserves de change qui couvrent «26 mois d'importations avec le rythme actuel sans aucun problème» ainsi que la démarche prospective adoptée par l'exécutif, outre l'important potentiel en ressources humaines, ont permis et permettent de contrecarrer «sans problème» le choc externe.

Arguant d'une dynamique économique en branle, Sellal relèvera que le taux de croissance économique a dépassé les 7% hors hydrocarbures durant le premier semestre 2015 et que les importations de médicaments mais aussi de véhicules ont fortement diminué durant cette période, estimant ainsi que la politique gouvernementale menée jusque-là «commence à porter ses fruits».

Pour autant, et même s'il reste persuadé que l'Algérie restera «une puissance énergé-

tique» en dépit de la propension d'aucuns à vouloir la «déstabiliser», Abdelmalek Sellal insistera sur la nécessité de développer une économie forte, libérée de sa dépendance aux hydrocarbures et basée sur l'investissement productif créateur de richesses et sur l'«efficacité économique». Mais aussi sur la nécessité de la rationalisation des dépenses publiques, la maîtrise des dépenses de fonctionnement, l'ajournement de certains projets non urgents, la lutte contre la fraude et la promotion de «la citoyenneté économique», chaque Algérien devant être concerné selon lui par la question économique.

Abdelmalek Sellal relèvera ainsi la nécessité de lutter contre le gaspillage, déplorant au passage un prix du diesel (13 dinars le litre) assez «irréaliste». Ce faisant, le Premier ministre réfutera toute remise en cause totale des acquis sociaux, «irrévocables» selon lui, dans la mesure où «le citoyen algérien est habitué à un certain niveau de vie auquel il faut s'adapter». Comme il récusera toute politique d'austérité, celle-ci générant selon lui «la pauvreté et nous n'en sommes pas à ce stade, heureusement».

L'hôte de l'ENTV indiquera ainsi que l'abrogation de l'article 87-bis du code du travail sera effective dès le mois d'août 2015 et qu'à partir de septembre, plus de 2,1 millions de fonctionnaires et travailleurs du secteur économique bénéficieront donc d'une revalorisation salariale, pour un coût de 54 milliards de dinars. Dans ce contexte, Abdelmalek Sellal reviendra sur les décisions «historiques», «courageuses» prises la veille en Conseil des ministres, celles notamment liées à la loi de finances complémentaire pour 2015, la réglementation des marchés publics et du code des procédures

pénales (dépénalisation de l'acte de gestion).

Outre le réaménagement de la fiscalité (réduction de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) de 2 à 1% pour les producteurs et à 1,5% pour le BTPH et le tourisme contre 2% pour les autres activités dont l'importation, réduction de l'impôt sur le bénéfice des sociétés IBS à 19% pour les producteurs et 23% pour les autres activités contre 26% pour l'importation et la revente), le responsable de l'exécutif annoncera la suppression des Calpiref (Commission d'aide à la localisation, la promotion de l'investissement et la régulation du foncier) dans le souci de débureaucratiser l'environnement des affaires ainsi que l'imposition d'une amende de 3% par an pour tout investissement non réalisé. De même que le Premier ministre assurera que le dispositif de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) sera maintenu à charge, cependant, que les investissements projetés soient «rentables».

D'autre part, Abdelmalek Sellal misera sur l'amélioration des disponibilités de financement de l'investissement, annonçant une réunion prochaine avec les banques. Il escomptera ainsi l'injection d'ici la fin 2016 dans le circuit bancaire d'au moins 700 à 1 000 milliards de dinars de fonds «informels» sans rapport avec le blanchiment ou terrorisme, sur la base d'une imposition forfaitaire de 7%.

Par ailleurs, le Premier ministre annoncera que la prochaine réunion tripartite (gouvernement - Centrale syndicale - patronat) se tiendra début octobre 2015 en présence du directeur du Bureau international du travail (BIT), de manière inédite à Biskra, au regard de la dynamique économique, agricole et industrielle caractéristique de cette wilaya.

C. B.